

**ANALYSE 2013**

# François et le Sultan

---



*Publié avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles*

## François et le sultan

---

« Patron » du pape, François d'Assise étonna chrétiens et musulmans en allant visiter en Égypte le sultan al-Kâmil, et en se faisant accepter par cet ennemi des chrétiens en croisade. Gardons cet exemple à l'esprit en examinant ce qui est aujourd'hui reproché à Jorge Bergoglio, provincial des jésuites d'Argentine sous la dictature militaire.

On lui reproche surtout son silence – quelques-uns allant plus loin et l'accusant de collaboration avec le régime, auquel il aurait dénoncé des adversaires. Je commenterai le silence, qui est avéré, et j'explorerai aussi, mais sans prétendre connaître tous les faits, l'accusation de collaboration.

### Le silence

L'époque du provincialat de Jorge Bergoglio va de 1973 à 1979, qui chevauche la « guerre sale » du régime militaire (« *el proceso* »), 1976-1983. Durant cette sinistre dictature, des religieux et des prêtres, y compris des évêques, se sont élevés contre les crimes des militaires et paramilitaires. D'autres ont plus ou moins activement collaboré – et l'on cita notamment le nonce apostolique, Pio Laghi, futur cardinal de curie. Globalement, les autorités religieuses se sont surtout tues. La Compagnie de Jésus aussi.

Je voudrais chercher une explication – qui ne sera pas un plaidoyer mais voudrait aider à ce que l'on juge avec discernement.

Premier élément : tous les jésuites ne pensaient pas de même. Aucun, ou presque, ne soutenait le régime ni les paramilitaires de la Triple A (Alliance Anticommuniste Argentine). En face, aucun, ou presque, ne soutenait les *montoneros* et autres groupuscules plus ou moins violents, liés au péronisme ou le débordant sur sa gauche. Mais beaucoup avaient peur des groupes paramilitaires œuvrant en marge de l'officialisme militaire, et beaucoup d'autres avaient peur des groupes terroristes, péronistes radicaux ou marxistes. Une double peur que justifiaient les agressions subies des uns et des autres, et qui restreignait les marges de manœuvre des responsables de la Compagnie : Jorge Bergoglio demanda à ses jésuites de ne pas faire de politique...

Deuxième élément : ce régime militaire mené par Videla (1976-83) n'était pas une nouveauté. Les Argentins ont connu, depuis un bon demi-siècle, l'intolérance péroniste (1945-55), la dictature militaire d'Onganía (1966-73), le terrorisme gauchiste (1974-76) après le bref retour de Peron. Ces régimes, ou leurs opposants plus ou moins violents, ont été plus ou moins modérés (Onganía) ou cruels (Videla), mais dans tous les cas, les Argentins ont dû apprendre à se taire. C'est notamment le cas des autorités ecclésiastiques, qui ont des ouailles dans tous les camps !

Ensemble, ces influences – dissensions internes, silence officiel de l'Église, violence tous azimuts – faisaient craindre qu'une prise de parole du provincial au nom de la Compagnie, mette en danger, non seulement le porte-parole mais tous les jésuites.

Sont-ce là des excuses ? Dans l'illusion d'intemporalité que nous offre le recul du temps et le confort de nos sécurités, on dira que non. Et il est vrai qu'expliquer (qui est toujours possible !) ne suffit pas à justifier : si tout ce qui est explicable était justifiable, tout serait justifiable ! Mais, au contraire du chroniqueur catholique Christian Terras, qui se dit (dans *Goliath*) « consterné par

*le fait que l'Église n'est pas fichue de choisir quelqu'un d'irréprochable », je dirais qu'à l'aune des injustices tolérées et des dénis de dignité, et au vu des positions de l'Église, aucun des papabili ne l'était à nos yeux.*

### **Une collaboration ?**

Les accusations envers Jorge Bergoglio, à l'époque provincial des jésuites (1973-79), sont diverses et parfois sans valeur : oui, bien sûr, il a rencontré des membres de la junte, son chef le général Videla et surtout l'amiral Massera. Les responsables, fussent-ils ennemis, doivent se rencontrer pour négocier. Puisqu'on contraste la passivité de l'Église d'Argentine avec le courage de l'Église du Chili voisin, je rappellerai que son cardinal-archevêque, don Raul Silva Enriquez, rencontra plus d'une fois Pinochet et ses complices.

Tout autre chose serait une dénonciation. Les adversaires du provincial Jorge Bergoglio l'en accusent. D'autres, parmi lesquels de notoires adversaires des militaires comme le prix Nobel Perez Esquivel, le défendent. Les deux fournissent des précisions qui peuvent impressionner. Je ne puis rien affirmer, mais j'apprécie le commentaire de celui qui était devenu cardinal, notant dans un livre d'entretiens qu'il avait « *fait le maximum avec (son) âge et le peu de relations dont (il) disposait à l'époque* » : il fut nommé provincial à 36 ans, sans expérience autre que l'enseignement.

Le cas potentiellement le plus grave, serait sa dénonciation de deux jésuites gauchistes, les pères Yorio et Jalics. Leur provincial a voulu leur faire adopter un profil bas, et les protéger en leur faisant quitter le quartier populaire qu'ils habitaient pour un collège. Ils refusèrent, en dépit d'un appel à leur vœu d'obéissance. Ils furent arrêtés par les militaires alertés par l'épisode. Les sachant incarcérés dans le lieu de tortures qu'était l'école de la marine, Jorge Bergoglio intervint auprès de l'amiral Massera. Que ce soit ou non en conséquence de cette démarche, les deux jésuites furent relâchés après avoir été torturés. On pourra reprocher au provincial d'avoir été maladroit et d'avoir exposé ses prêtres – qui ne furent pas plus prudents – mais la justice, qui appela Jorge Bergoglio à déposer après le retour à la démocratie, n'a retenu aucune charge contre lui.

Il est aussi question de la passivité de Jorge Bergoglio face aux raptés d'enfants de prisonniers par les militaires. Les faits précis – s'il y en eut, s'agissant de passivité – ne me sont pas connus, mais je vois mal ce qu'il aurait pu faire, les autorités niant évidemment les faits et empêchant toute enquête.

Au total, on est tenté de suivre l'historien Odon Vallet, jugeant que Jorge Bergoglio n'avait « *pas été complice de la dictature. Il a fait ce qu'il a pu, pas plus, pas moins* ». Ceux qui ont vécu dans un régime totalitaire savent combien il est difficile d'agir sans exposer, non seulement sa propre liberté ou sa vie, mais celles d'autres personnes.

## La priorité aux pauvres

Mais trente ans ont passé et il faut plutôt s'interroger sur ce que Jorge Bergoglio est devenu. Tout en prenant du galon dans l'épiscopat, il s'est rapproché des gens, des petits, des pauvres, plus concrètement que les prélats qui l'ont précédé. Pour résumer son parcours, je me fonde sur le témoignage de gens qui l'ont fréquenté et, parfois, affronté.

Le provincial : il est réputé ambitieux et autoritaire. Un homme de pouvoir, confronté à un régime militaire odieux et qui, inexpérimenté dans une Église silencieuse, n'a su manœuvrer ni dans la société, ni avec ses propres ouailles. Comme enseignant puis comme supérieur, il a laissé derrière lui, en 1979, une compagnie de Jésus divisée entre ceux qui avait eu sa sollicitude et les autres : cette génération ne s'en est pas relevée.

L'archevêque : ambitieux toujours, si l'on en juge par les conclaves, il mûrit. Il s'est toujours montré familier et attentif avec les gens modestes, mais ce trait s'est accentué pendant son épiscopat dans cette ville riche en pauvres qu'est Buenos Aires. Il rompt avec les traditions en fuyant les fastes et même certains comforts, vivant simplement dans un quartier pauvre, la *Villa 21* et en empruntant les transports en commun. Il se rapproche des pauvres et des exclus, qu'il fréquente personnellement dans l'épaisseur de leur humanité, qu'il respecte et qu'il défend. Cependant qu'il affronte une classe politique corrompue et un pouvoir politique démagogue qu'il abhorre – et qui le lui rend bien.

Le pape : il ne saurait plus cultiver d'autre ambition que de réussir son pontificat. On ne saurait préjuger de ce qu'il fera de son autorité, sinon changer ce qu'il veut voir changer... et maintenir ce qu'il juge bon de maintenir. La doctrine de l'Église – François défend son éthique – évoluera sans doute moins que son fonctionnement : ici, son autorité et son profil de pasteur viendront à point. Vu d'Europe, on aimera son humanité et son sens social, mais beaucoup regretteront son rigorisme moral : c'était déjà vrai de ses prédécesseurs, et sa vision ne devrait pas être révolutionnaire. On espèrera toutefois que sa rigueur doctrinale sera nuancée par sa compassion concrète. Mais peut-être le fonctionnement interne de l'Église se verra-t-il davantage aménagé, vers davantage de simplicité comme on l'a déjà vu, mais aussi vers une décentralisation et une collégialité plus conformes aux résolutions de Vatican II. Au total, peut-être l'Église fera-t-elle davantage place au peuple de Dieu ?

À chaque élection d'un pape, on a des réticences. Et l'on se répète chaque fois que la fonction fait l'homme, qu'il faut lui faire confiance avant de juger, et qu'il étonnera peut-être. Ç'avait été singulièrement dit pour Benoît XVI... Au moins l'humanité simple et compatissante de François nous donne-t-elle cette fois des raisons d'espérer.

Paul Löwenthal,  
Pax Christi Wallonie-Bruxelles,  
Mars 2013